6. *Prie instamment* la communauté internationale, le système des Nations Unies ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales de verser leur aide, ou toute autre forme d'assistance destinée aux territoires palestiniens occupés, au seul profit du peuple palestinien et d'une façon qui n'ait pas pour effet de prolonger l'occupation israélienne;

7. *Prie* le Secrétaire général :

a) De convoquer en 1987 une réunion des programmes, organisations, institutions, fonds et organismes compétents des Nations Unies pour étudier l'assistance économique et sociale au peuple palestinien;

b) D'inviter l'Organisation de libération de la Palestine, les pays arabes d'accueil et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées à participer à la réunion;

8. *Prie* la communauté internationale, le système des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales de poursuivre, en l'augmentant, leur assistance au peuple palestinien en coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine;

9. *Demande* que l'assistance des Nations Unies aux Palestiniens dans les pays arabes d'accueil soit fournie en coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine et avec l'assentiment du gouvernement du pays arabe d'accueil concerné;

10. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

100^e séance plénière
8 décembre 1986

41/182. Rôle des entrepreneurs locaux dans le développement économique

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que chaque pays a le droit, conformément au système économique et social qu'il s'est choisi et à ses priorités, de fixer ses objectifs, de chercher à réaliser ses plans de développement, de renforcer les secteurs public et privé de son économie et de promouvoir la mise en valeur de ses ressources humaines,

Consciente de la responsabilité qu'a la communauté internationale, notamment les pays développés, de promouvoir et chercher à créer un environnement économique international équitable qui favorise le développement des pays en développement, compte tenu des buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement³⁴,

Consciente également du rôle et de la responsabilité qui incombent à chaque gouvernement d'œuvrer au développement et de créer un environnement qui lui soit propice,

Réaffirmant sa résolution 34/137 du 14 décembre 1979, relative au rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement, ainsi que les résolutions du Conseil économique et social 1985/10 du 28 mai 1985, sur l'administration et les finances publiques aux fins du développement, et 1986/73 du 23 juillet 1986, sur la mise en valeur des ressources humaines,

Notant que les entrepreneurs locaux peuvent jouer un rôle décisif et positif dans la mobilisation des ressources et la promotion de la croissance économique et du développement économique et social,

Sachant que nombre de pays cherchent activement à stimuler, renforcer et améliorer la capacité qu'ont les entrepreneurs locaux de contribuer au développement et à la modernisation des moyens de production, notamment en accroissant la productivité et le potentiel technologique, et de concourir d'une façon générale au processus de développement,

Considérant que la promotion des entrepreneurs locaux et l'accroissement de leur nombre ne vont pas sans un processus dynamique de formation de capital dans les pays en développement, lui-même lié aussi aux ressources financières et techniques et à l'élargissement des débouchés offerts à ces pays,

Consciente que les individus sont le moteur et la source du progrès social et économique,

1. *Invite* le Secrétaire général et les organes, institutions et organismes compétents des Nations Unies, tels que les commissions régionales, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation internationale du Travail, le Centre CNUCED/GATT du commerce international, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Banque mondiale, ainsi que les banques régionales de développement, dans le cadre de leurs mandats, priorités et programmes actuels :

a) A continuer d'appuyer, grâce notamment à des projets de coopération technique, les efforts que font les Etats pour encourager les entrepreneurs locaux des secteurs privé, public ou autre conformément aux lois, priorités et réglementations nationales;

b) A faciliter les échanges concrets d'informations et de données d'expérience entre tous les pays au sujet du rôle des entrepreneurs locaux dans le développement économique;

2. *Prie* le Secrétaire général d'étudier les mesures à prendre aux échelons national et international en vue de favoriser la contribution des entrepreneurs locaux des secteurs tant privé que public au progrès économique des pays en développement, en s'inspirant des travaux déjà entrepris dans le système des Nations Unies et en ayant à l'esprit la nécessité d'éviter de refaire inutilement les mêmes efforts et les mêmes dépenses, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-troisième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

100^e séance plénière
8 décembre 1986

41/183. Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 34/218 du 19 décembre 1979, relative à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement,

Appuyant la résolution 6 (VIII) du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement, en date du 6 juin 1986³⁵, ainsi que la décision 86/38 du Conseil d'administration du Programme

³⁴ Résolution 35/56, annexe.

³⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément n° 37 (A/41/37), sect. II.A.

des Nations Unies pour le développement, en date du 27 juin 1986³⁶,

Prenant acte de la note du Secrétaire général sur la cessation des activités du Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et sur le transfert de ses ressources et de ses fonctions opérationnelles³⁷,

1. *Décide* de mettre fin le 31 décembre 1986 aux activités du Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et de transférer ses fonctions opérationnelles et ses ressources à un mécanisme identifiable dénommé « Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement », qui prendra la forme d'un fonds d'affectation spéciale au sein du Programme des Nations Unies pour le développement;

2. *Prie* le Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement d'arrêter les priorités et les principes directeurs devant régir les activités du Fonds dans le cadre du Programme d'action de Vienne sur la science et la technique au service du développement³⁸;

3. *Prie* l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, lorsqu'il identifiera les projets que financera le Fonds, de tenir compte des priorités et des principes directeurs recommandés par le Comité et de faire rapport au Comité sur leur application;

4. *Prie* le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement d'établir des relations de travail étroites entre le Fonds et le Centre pour la science et la technique au service du développement en ce qui concerne les questions de programmation et les questions de fond et prie le Secrétaire général d'informer le Comité, à sa neuvième session, des dispositions prises à cet effet;

5. *Prie* l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement d'informer le Comité, à sa neuvième session, des dispositions prises en ce qui concerne le Fonds;

6. *Invite* les gouvernements et le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à mettre davantage l'accent sur la science et la technique au service du développement;

7. *Prie instamment* tous les gouvernements et la communauté internationale dans son ensemble de fournir au Fonds les ressources financières nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions.

100^e séance plénière
8 décembre 1986

41/184. Rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 40/173 de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 40/173 du 17 décembre 1985, telle qu'elle a été adoptée, dans laquelle elle a prié le Secré-

taire général d'établir un rapport analytique complet sur la notion de sécurité économique internationale et de le lui présenter à sa quarante-deuxième session par l'intermédiaire du Conseil économique et social,

Constatant, à cet égard, qu'une approche intégrée et coordonnée du développement économique et de la coopération en vue d'instaurer des conditions de stabilité et de bien-être a été une réussite primordiale de l'Organisation des Nations Unies depuis sa fondation et est consacrée dans l'Article 55 de la Charte des Nations Unies,

Prie le Secrétaire général, lorsqu'il établira son rapport sur la sécurité économique internationale, de garder à l'esprit le consensus qui existe déjà sur le développement économique et la coopération internationale et de veiller notamment :

a) A analyser les approches et contributions existantes en matière de développement économique et de coopération économique internationale et à identifier les éléments communs à ces approches, en soulignant ceux qui peuvent contribuer encore davantage à favoriser la coopération économique internationale et le développement, notamment celui des pays en développement;

b) A tenir compte des vues exprimées à la quarante et unième session de l'Assemblée générale quant aux moyens possibles de développer le dialogue sur le développement et la coopération économique internationale dans l'intérêt de tous;

c) A garder à l'esprit le rôle et les responsabilités des organisations, institutions et instances internationales et régionales existantes.

100^e séance plénière
8 décembre 1986

41/185. Lutte contre l'infestation acridienne en Afrique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution S-13/2 du 1^{er} juin 1986, relative au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, où elle a noté qu'il fallait notamment accroître la production vivrière pour répondre aux besoins de ce continent, et sa résolution 41/29 du 31 octobre 1986, relative à la situation d'urgence en Afrique,

Rappelant également la catastrophe causée en Afrique par la sécheresse de 1984 et de 1985, et consciente des efforts continus pour lutter contre les effets désastreux de la famine qui en est résultée,

Prenant note de la résolution CM/Res.1072 (XLIV) adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa quarante-quatrième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba du 21 au 26 juillet 1986³⁹,

Alarmée par les ravages que l'invasion actuelle de criquets et de sauterelles continue de causer dans de nombreux pays africains et par le risque d'une propagation de l'infestation, en Afrique et au-delà, et préoccupée des conséquences économiques et sociales, y compris la réduction de la production agricole qui pourrait durer plusieurs années, le déplacement des populations touchées qui s'ensuivrait et, en particulier, les effets sur le développement économique et social à plus long terme,

Tenant compte du problème potentiel que posent des milliards d'insectes capables de dévorer, par essaim, jusqu'à 80 000 tonnes par jour de cultures céréalières, de

³⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, 1986, Supplément n° 9 (E/1986/29), annexe I.

³⁷ A/C.2/41/3.

³⁸ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, Vienne, 20-31 août 1979 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.79.I.21 et rectificatifs), chap. VII.

³⁹ A/41/654, annexe I.